

sécurité ont été adoptées avec le gouvernement de la Corée du Sud qui, si je comprends bien, a conclu avec le Canada un contrat pour l'achat d'un réacteur Candu? Le ministre peut-il dire si des mesures de sécurité ont été prises et, dans l'affirmative, en quoi elles consistent?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, pas encore.

Des voix: Oh, oh.

* * *

LES POSTES

L'AUTOMATISATION ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Postes; les négociations actuelles avec les employés des postes sont extrêmement délicates et les changements technologiques peuvent y revêtir une certaine importance. Le ministre des Postes peut-il nous assurer que les négociations porteront notamment sur la question de l'automatisation.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, à mon avis, les effets de l'automatisation doivent être abordés lors des négociations avec les employés. Nous sommes maintenant au milieu des négociations collectives et à ce stade, tout est possible. Mais pour négocier, il faut être deux et le syndicat concerné doit se montrer prêt à négocier de bonne foi.

M. Dinsdale: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme l'automatisation figurait dans les modifications que le ministre a apportées au Code du travail lorsqu'il était ministre du Travail, pourrait-il maintenant user de son influence pour s'assurer que cet important principe sera inclus dans les négociations en cours avec les employés des bureaux de poste, étant donné surtout que ces employés ont dit publiquement que cela constituait une condition essentielle à tout règlement.

M. Mackasey: Malheureusement, monsieur l'Orateur, les règles particulières qui régissent les négociations du ministère des Postes font actuellement l'objet d'une étude par un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes. Cette question est d'actualité et des changements seront sans doute apportés bientôt dans ce domaine. J'espère personnellement qu'une mesure législative progressiste comme celle qui a été prévue dans le Code du travail sera appliquée aux fonctionnaires.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LA POSSIBILITÉ D'ADOPTION DU SYSTÈME DE GESTION CENTRALISÉE POUR LA RÉGION PACIFIQUE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? La région Pacifique du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-elle adopté le système de gestion centralisée pour les Centres de main-d'œuvre du Canada de la région? Dans

Questions orales

la négative, la région Pacifique du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration doit-elle mettre ce système en application?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je vais devoir prendre note de cette question très intéressante.

* * *

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU RAPPORT HERMANN

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Étant donné sa réponse à ma question du 29 janvier, le ministre voudra-t-il déclarer clairement quelle est la position du gouvernement au sujet du rapport Hermann et nous dire si le rapport contient des recommandations que le gouvernement ne peut accepter?

M. MacDonald (Cardigan): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Les directives que nous suivons depuis un certain temps pour la période des questions stipulent que les questions doivent être courtes et leurs réponses aussi. Le député a posé une question qui exigerait une réponse très détaillée de la part du ministre. Le député de Swift Current-Maple Creek a la parole.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE PROJET D'AMÉLIORATION DES MOYENS DE COMMUNICATION DANS LES RÉGIONS RECLÉES

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Les fonctionnaires de son ministère songent-ils sérieusement à utiliser les fonds d'expansion économique régionale pour moderniser et perfectionner les communications, surtout la télévision, dans quelques-unes des régions les plus reculées du pays?

L'hon. Donald C. Jamieson (Ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, la seule requête ou instance qui m'ait été faite à ce sujet, à part les requêtes à titre particulier du député, venait de l'Ontario où, comme il le sait sans doute, il avait été question, avant Noël, de l'intention du gouvernement d'Ontario d'élargir le réseau de communications dans quelques régions reculées de la province et on examine actuellement la possibilité de recourir aux fonds d'expansion économique régionale pour la réalisation de ce projet. Je suppose qu'on pourrait en faire un projet-pilote. En principe, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait étendre la portée d'accords conclus avec les provinces pour englober certaines formes de communication sous le chapitre d'infrastructure.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES COURS DE FORMATION À L'INTENTION DES ALLOCATAIRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre de la Main-d'œuvre